

ENTREPRISES

Evidian : pourquoi Airbus renonce à un ménage à trois



Atos ne peut plus compter sur le cash d'Airbus pour financer la restructuration de Tech Foundations (Crédits : Philippe Wojazer)



Michel Cabirol @MCABIROL

Pas assez de temps, pas assez d'informations. Deux raisons pour lesquelles Airbus a été contraint de renoncer à acquérir 29,9 % d'Evidian.

« Pour un flirt avec toi, je ferais n'importe quoi ». Contrairement à Michel Delpéch, Airbus, qui pourtant avait une folle envie de pousser l'aventure avec Evidian au-delà d'un flirt, n'était toutefois pas « prêt à tout ». Il n'y aura donc ni fiançailles, ni mariage, ni flonflons d'ailleurs. Pourquoi une telle volte-face ? La future fiancée avait-elle des vices cachés ? Même pas. Mais le « speed-dating » (six semaines de *due diligence*) imposé par Atos à Airbus était trop court pour connaître Evidian dans les moindres détails. Ce qui a posé un problème à la direction d'Airbus, puis au conseil d'administration.

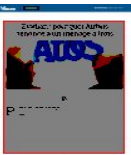
Ce que résume une source proche du dossier : « Dans le temps imparti et sur la base des données qui ont été fournies par Atos d'une société en phase de séparation (Evidian, ndlr),

Airbus n'a pas été capable d'arriver à la conclusion qu'il était dans son intérêt de réaliser cette opération ». Dit autrement, Airbus n'a pas eu assez de temps, ni toutes les informations pour poursuivre l'aventure avec Evidian. L'avionneur n'a pas été capable de se convaincre que Evidian, avec des zones d'ombre, répondait vraiment à ses objectifs. Et Airbus a donc confirmé dans un communiqué publié mercredi « qu'il ne poursuivra plus les discussions initiées en février 2023, concernant l'éventuelle acquisition d'une participation minoritaire de 29,9% dans Evidian ».

Un calendrier très serré

Dirigé par Nourdine Bihmane, Atos s'est imposé un calendrier très serré pour réussir sa scission (spin-off) programmée au second semestre en regroupant dans Evidian ses activités les plus prometteuses (cybersécurité, data, quantique, calcul à haute puissance...). Le groupe, qui est en train de créer une société, a donc un certain nombre de jalons à respecter. Résultat, ce





calendrier s'impose aussi à ses futurs partenaires, y compris Airbus. « *Ils ont sous-estimé la difficulté qu'il y avait à générer des données propres pour réaliser une transaction dans un délai habituel mais qui est court* » pour une société en voie de constitution, estime cette même source.

Fin de l'histoire ? Pas vraiment. Atos et Airbus se quittent en bon terme et souhaitent même rester de très bons amis. C'est vrai pour Atos, c'est vrai aussi pour Airbus. « *Airbus et Atos continuent de discuter d'autres options potentielles et poursuivent les travaux sur le partenariat stratégique et technologique à long terme entre Airbus et Evidian, qui a le potentiel de créer une valeur significative pour les deux sociétés* », explique l'avionneur dans un communiqué publié mercredi. Pour autant, Airbus prend un risque de se retrouver sur le bord de la route en fonction du futur scénario qui sera décidé pour Evidian. Car Atos, qui a dû mal à se financer sur le marché en raison de ses déboires, a besoin de vendre cette participation de 29,9% pour soutenir la restructuration de Tech Foundations (infogérance). Le groupe de services du numérique pourrait avoir à choisir entre du cash et ou un partenariat stratégique (Airbus).

Dissensions au sein du board d'Airbus ?

L'opération sur Evidian a-t-elle engendré des dissensions au sein du conseil d'administration d'Airbus. « *Il n'y a pas eu de désunion du conseil d'administration* », assure une autre source proche du dossier. Aussi bien au moment de la décision d'étudier l'acquisition des 29,9% d'Evidian que sur celle de ne plus poursuivre les discussions avec Atos. Les articles dans la presse « *ne reflètent pas la dynamique du conseil, qui a écouté ce que le management proposait, de guider, de prendre des décisions et de cheminer de façon très unie* », affirme-t-on.

Pour autant, l'un des actionnaires historiques d'Airbus, le fonds TCI, a fait part fin février de son scepticisme sur ce projet d'entrée au capital d'Evidian. Son fondateur Christopher Hohn avait dénoncé « *une interférence politique pour sauver un acteur français à la dérive* », au détriment de l'intérêt des actionnaires privés. « *Ce n'est absolument pas le cas* », martèle cette source proche du dossier. ■

